

1960-2010 : cinquante ans de fidélité à l'économie sociale ou les « virtuosités possibilistes », Jean-Bernard Gins. Editions Sillages, 2011, 140 p.

Patricia Toucas-Truyen

Numéro 322, octobre 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020734ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020734ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Toucas-Truyen, P. (2011). Compte rendu de [1960-2010 : cinquante ans de fidélité à l'économie sociale ou les « virtuosités possibilistes », Jean-Bernard Gins. Editions Sillages, 2011, 140 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (322), 116–117. <https://doi.org/10.7202/1020734ar>

Tous droits réservés © Recma, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

de l'Année internationale du microcrédit. Mais ce rôle est probablement encore insuffisant pour faire de la microfinance un réel instrument de développement. Malgré les partisans du laisser-faire ou de l'autorégulation (y compris éthique), des modes de régulation publique plus incitateurs sont de plus en plus discutés face aux limites du secteur, notamment en milieu agricole et rural (Balkenhol, 2009 ; Morvant-Roux, 2009) ; même si reste à refonder « un véritable Etat stratège » (*Le Monde économie*, 13 septembre 2011, p. 5) susceptible de les mettre en œuvre sans être à nouveau capturé par les intérêts privés, en particulier financiers. **François Doligez,**

Iram, université de Rennes 1 ●

En complément de la bibliographie de l'ouvrage

- Balkenhol B., 2009, *Microfinance et politique publique*, PUF, Paris, 356 p.
- Gentil D., Fournier Y., 1993, *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers? Epargne et crédit en Afrique*, Syros, Paris, 271 p.
- Morvant-Roux S. (dir.), 2009, *Microfinance pour l'agriculture des pays du Sud*, rapport « Exclusion et liens financiers 2008-2009 », *Economica*, 453 p.
- Nations unies, 2006, *Construire des secteurs financiers accessibles à tous*, New York, 202 p.
- Ouédraogo A., Gentil D. (coord.), 2008, *La microfinance en Afrique de l'Ouest: histoires et innovations*, CIF-Karthala, Paris, 307 p.

1960-2010: cinquante ans de fidélité à l'économie sociale ou les « virtuosités possibilistes »

Jean-Bernard Gins.

Editions Sillages, 2011, 140 p.

Si l'économie sociale se doit de valoriser le collectif, la conviction et l'engagement individuels des dirigeants, qu'ils soient administrateurs (nécessairement militants) ou cadres salariés, sont des leviers essentiels de la dynamique des organisations. En témoigne l'itinéraire de Jean-Bernard Gins, jeune diplômé recruté à la fin des années 50 par le Crédit coopératif, où il

effectuera toute sa carrière. Lorsque la fondation est créée en 1984, il en devient le secrétaire général, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite. Dans ce petit ouvrage, il évoque ce temps où « la banque de l'économie sociale » n'était guère connue du public, bien que la Caisse centrale du Crédit coopératif ait été un acteur important du renouveau coopératif pendant la reconstruction. Au cours des années 60, l'auteur a contribué au désenclavement du Crédit coopératif, autour duquel il s'est efforcé de tisser, avec les mutuelles assurances, les mutuelles santé et les associations, un véritable réseau de l'économie sociale, avant même que le terme ne soit exhumé par Henri Desroche. Rien d'étonnant, donc, à ce que ce rassembleur intuitif ait été l'un des fondateurs du Comité national de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives (Cnlamca), ancêtre du Ceges, en 1970.

Le lecteur éclairé sur l'économie sociale n'apprendra rien de nouveau sur les grands débats qui ont traversé le mouvement. Il y glanera, en revanche, des informations sur quelques épisodes méconnus de l'évolution des branches coopératives, comme le projet inabouti de mariage, en 1975, entre le Crédit coopératif et le Crédit mutuel. Un échec que l'auteur impute autant aux divergences idéologiques entre démocrates chrétiens et socialistes laïques qu'à des incompatibilités structurelles. J.-B. Gins montre également comment l'essor des coopératives commerciales – auquel a participé le Crédit coopératif à partir de 1962 – a pu constituer un frein au populisme poujadiste des petits détaillants, confrontés à l'apparition des grandes surfaces. Au détour d'une anecdote, il rappelle encore que l'image « socialisante » du Crédit coopératif a longtemps compliqué ses relations avec le CNPF.

Sont évoquées avec chaleur les grandes figures de Pierre Lacour et Henri Desroche. Jamais à court d'inventivité lexicale, celui-ci loua les « *virtuosités possibilistes* » de Jean-Bernard Gins ! Comme dans toute autobiographie, l'auteur règle parfois ses comptes, égratignant au passage quelques personnalités... Il ne nous appartient pas de juger du bien-fondé des stratégies mises

en œuvre, des satisfactions ou des regrets exprimés. Reste qu'au-delà de son utilité informative l'ouvrage sonne comme une ode au bonheur de travailler au service de l'économie sociale.

Patricia Toucas-Truyen ●

L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ?

Capitalisme, territoire, démocratie

Jean-François Draperi. Dunod, 2011, 256 p.

Dans son dernier ouvrage, J.-F. Draperi ouvre un chantier vaste et stimulant : celui de construire la théorie générale de l'économie sociale et solidaire, défi impossible à relever, selon lui, à partir des approches trop partielles. L'économie sociale est trop insérée dans l'économie capitaliste, même si certaines de ses règles permettent aux hommes d'être « plus vertueux » ; l'économie solidaire restreint le champ de la solidarité économique et l'entrepreneuriat social est trop soutenu par le capitalisme des grandes entreprises. Pour rendre compte des nouvelles pratiques et dépasser l'approche limitée à un ensemblier d'entreprises, l'auteur appelle de ses vœux la reconstruction d'une théorie, ou d'une doctrine, qui l'affirme comme mouvement social susceptible de constituer une alternative, sur la base d'un projet social « *qui s'adresse à la société dans son ensemble* ». Il sait que cette démarche sera de longue haleine, mais il tente d'en poser quelques jalons.

Critique de l'échange capitaliste

Cette théorie ne pouvant pas faire l'impasse d'une analyse critique du capitalisme, l'ouvrage adopte un point de départ très actuel qui ouvre à discussion : la critique de l'échange capitaliste (ce qui le conduit à un grand détour à travers le capitalisme commercial, industriel, puis financier). Selon l'auteur, il est insuffisant de considérer le capitalisme (et en conséquence l'économie sociale et solidaire) comme un mode de production et il est nécessaire de dénoncer le rapport de force, la concentration oligopolistique et l'opacité qui détruisent le lien social direct de réciprocité,

et donc la société « *qui se construit par l'échange* ». A partir de l'échange, se pose la question du changement, terme proche étymologiquement : « changer d'échelle », « changer pour changer » ou « changement social » ? C'est la question centrale de l'ouvrage.

Cela le conduit néanmoins à promouvoir, un peu rapidement, l'échange marchand non capitaliste (notion sur laquelle débattent de nombreux économistes) comme « *réciproque, concurrentiel et transparent* ». La réciprocité, parfois confondue dans l'ouvrage avec la coopération, comme la double qualité (dont l'approche est très extensive, jusqu'à la coproduction de relation de service comme la participation du patient au diagnostic du médecin) sont supposées produire les conditions de l'égalité, alors que les exemples donnés par l'auteur (SEL, Amap, commerce équitable, monnaies locales...) montrent les difficultés de définir le prix ou la valeur « équitable », même par la négociation directe ; Charles Gide, cité très brièvement, s'était déjà affronté à la redoutable question du « juste prix ». Il me semblerait donc nécessaire d'analyser la nature « socio-marchande » de l'échange en parallèle à la nature « socio-technique » de la production. Cette approche qui survalorise l'échange (au centre des débats sur le commerce équitable, les circuits courts...) comme fondement du lien social semble déconnectée d'une analyse plus générale de l'ensemble des rapports sociaux (de production, de répartition, de consommation, pour se limiter aux rapports économiques) dans lesquels s'inscrivent les modes d'échange. L'indétermination de la référence au « lien social » (relations interpersonnelles de proximité – que semble privilégier l'auteur – ou interdépendance organique produite par la division du travail ?) ne permet guère d'articuler les approches locales et globales, les liens concrets et abstraits, l'action des petites et des grandes entreprises... Néanmoins, cela permet à l'auteur d'aborder de multiples dimensions de l'activité économique, d'une façon stimulante voire provocatrice sur le positionnement de l'ESS : les besoins « à déconstruire » plutôt qu'à combler, la production